

Thème 2 – Les dynamiques de la mondialisation (18-20 heures)

Question 3 – La mondialisation en débat

Cours 1 et 2

États, frontières et mondialisation. Débats et contestations

Introduction

Le processus de mondialisation s'accompagne de forces qui lui font contrepoids : la fragmentation des territoires et la multiplication des frontières ; on assiste aujourd'hui à un paradoxe : les frontières s'ouvrent et pourtant elles se multiplient. De même, la mondialisation entraîne la différenciation des groupes humains selon des appartenances multiples alors qu'on évoque souvent l'uniformisation culturelle. Qu'advient-il du rôle des États et de leur souveraineté et comment interpréter leur multiplication ? Quels débats et contestations le processus de mondialisation provoque-t-il ? Le plan comportera deux parties : I. États, frontières et mondialisation II. Débats et contestations.

I États, frontières et mondialisation

1. Quelle place pour les États ?

- Le rôle des États est de plus en plus contesté. Dans le champ politique, des décisions politiques prises en dehors de leurs frontières peuvent s'imposer aux États, les résolutions des Nations-Unies par exemple. Les acteurs des conflits récents ne sont plus uniquement des États. Des flux illégaux traversent de plus en plus les frontières, les migrations internationales s'amplifient et concernent de plus en plus de clandestins. De nombreux États apparus récemment sont d'un poids minime. Dans celui de l'économie : l'importance des États se réduit face à d'autres acteurs comme les firmes. Quelle est la marge de manœuvre d'un gouvernement en matière économique face aux marchés mondiaux ? Dans celui de la culture, les nouvelles technologies multiplient les possibilités de communiquer par dessus les frontières : il y a aujourd'hui 5 milliards d'abonnements au téléphone mobile dans le monde et 2 milliards d'abonnements à Internet. Enfin, d'autres identités s'affirment face ou à côté des identités nationales : identités régionales, religieuses.
- Pourtant, les États sont de plus en plus nombreux. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le nombre des États a quadruplé. Il atteint désormais le nombre de 200 environ (entre 197 et 210 selon les sources ! 193 étant membres de l'ONU en 2012). Dans les décennies 1950 et 1960 c'est le processus de décolonisation qui les a multipliés. Depuis la fin des années 1980, l'effondrement du bloc communiste est le principal facteur de cette multiplication. On peut aussi évoquer le règlement de conflits post coloniaux (Soudan du Sud, devenu indépendant en 2011). La mondialisation a pu aussi jouer un rôle en permettant l'enrichissement de micro-territoires devenus des États et jouant le rôle de paradis fiscaux (Nauru, Tonga, St Kitts et Nevis, etc.).
- La multiplication très rapide des États après la disparition de "l'empire communiste" est le signe qu'ils correspondent à une attente des populations : ils sont l'expression de la diversité des identités nationales, ethniques et religieuses et ils sont perçus comme l'échelle à laquelle la démocratie doit être organisée, la manifestation d'une volonté

de vivre un destin politique commun. Il y a encore des aspirations à voire émerger des Etats de la part de certaines populations : Touaregs, Ouïgours, Kurdes, Palestiniens. En Europe certaines régions généralement plus dynamiques sont tentées par l'indépendance : éventualité d'un Etat catalan, écossais, flamand, etc. Les Etats jouent également un rôle d'ordre économique : ils aménagent leurs territoires, investissent dans celui-ci ou à l'extérieur par l'intermédiaire des fonds souverains (il en existe 72 en 2012 et leur investissements représentent \$ 4800 milliards). Ils votent des législations plus ou moins attractives pour les acteurs économiques. Les populations attendent de l'Etat une protection sociale. Pour mener à bien leurs missions et constituer des pôles de puissance, les Etats ont tendance à se regrouper à l'échelle régionale. Toutes ces organisations n'ont pas la même envergure, ni les mêmes ambitions. Certaines ont pour unique ambition de faciliter le commerce et les investissements et correspondent à une vision très libérale du rôle de l'Etat : les associations de coopération (ex. APEC = coopération économique pour l'Asie-Pacifique), les zones de libre-échange (ex. Alena) qui abaissent les droits de douane. D'autres voient les Etats membres adopter des politiques communes : les unions douanières dont les membres adoptent une politique commerciale commune (Mercosur, CEE à ses débuts), les marchés communs (qui laissent circuler librement les hommes et les capitaux), les unions économiques (UE depuis 1992 : marché commun et coordination des politiques économiques et dans d'autres domaines). Les sommets du G8, du G20 ou le forum de Davos, mais aussi les sommets de responsables de gouvernement des grandes aires d'intégration économiques régionales jouent un rôle essentiel dans l'organisation actuelle du monde

2. La multiplication et la redéfinition des frontières

- Les Etats-nations se sont constitués à l'abri de frontières qui délimitaient le territoire national ; c'étaient des lignes de séparation très nettes, matérialisées par des postes frontières, gardées par des douaniers. Elles représentaient une rupture franche entre des sociétés, des systèmes politiques, souvent antagonistes. Elles peuvent être reconues par les deux parties en présence et la communauté internationale, par une seule, par une partie de la communauté internationale et les querelles frontalières sont toujours d'actualité (deux Corées, Japon/ Chine, Japon/ Corée, Israël/ territoires palestiniens...). Dans le contexte de mondialisation les frontières ont apparemment perdu de leur intérêt : les progrès du libre échange (153 pays membres de l'OMC en 2012) et la construction d'ensembles régionaux contribuent à laisser passer de marchandises ; les TIC effacent les barrières portées à la circulation des idées, des informations, des capitaux. Pourtant on constate que les frontières ne disparaissent pas, bien au contraire.
- Depuis 1991, plus de 27 000 kilomètres de frontières politiques ont été tracés, surtout en Europe et en Asie centrale (disparition de l'URSS et de ses satellites). On en compte environ 250 000 km de par le monde. On recense 40 000 kilomètres de " frontières fermées ", majoritairement entre des pays en paix. Elles sont fermées aux migrants qui voudraient se rendre dans un pays à plus haut niveau de vie. Elles se transforment en mur là où les discontinuités de niveau de vie sont très élevées (Maroc / présidios espagnols de Ceuta et Melilla, Mexique/ Etats-Unis, Zimbabwe/ Botswana. Bien que ce ne soit pas mentionné dans le texte, là où les relations politiques sont tendues (Israël/territoires palestiniens ; deux Corées).
- Finalement, on constate que les frontières n'ont pas disparu mais se sont complexifiées, voire déplacées. Elles résistent car elles sont perçues comme protectrices et garantes de l'indépendance nationale, de l'identité culturelle. Dans un contexte de crise, même si les migrants internationaux ne représentent cependant que 3% de la population mondiale, les restrictions aux migrations se multiplient, dans ce cas les frontières jouent

leur rôle traditionnel et les moyens techniques mis en œuvre pour les contrôles sont de plus en plus sophistiqués. Si les frontières se ferment aux hommes, elles sont ouvertes aux flux économiques (marchandises, capitaux). Elles sont des interfaces entre des territoires qui ont caractéristiques économiques et donc des avantages comparatifs très différents, dont les entreprises tirent profit. Des régions transfrontalières apparaissent et dans le cadre de frontières ouvertes (Union européenne) les migrations journalières transfrontalières sont fréquentes, les frontaliers logeant dans le pays au plus faible niveau de vie et travaillant dans l'autre. Des coopérations régionales se développent pour améliorer les transports, ainsi que des coopérations industrielles, universitaires ayant pour objectif de réduire les discontinuités spatiales considérées comme une gêne (ex. Eurorégion SarLorLux). Dans le cadre de frontières plus fermées, une complémentarité économique s'établit, est complétée par des migrations légales et illégales qui contribuent à transformer les deux cotés de la frontière (comme dans le Mexamerica, où l'espagnol est autant pratiqué que l'anglaise et où les Américains d'origine mexicaine sont parfois majoritaires). Les frontières se déplacent : le développement du transport aérien a déplacé les frontières : les villes globales sont des synapses (lieux de connexion) efficaces et dynamiques avec leurs hubs aéroportuaires (Roissy est la principale porte d'entrée du territoire français) ; les façades maritimes concentrent les ZFE (zones franches d'exportation) sont les voies privilégiées de l'ouverture pour certains pays (80% des exportations du Vietnam sont réalisées à partir de ses ZFE, on en trouve même en Corée du nord). La mondialisation n'a donc provoqué la disparition ni des Etats, ni des frontières, mais oblige ceux-ci à composer et à redéfinir le rôle qu'ils assignent à leurs frontières

II Débats et contestation de la mondialisation

1. Les conséquences de la mondialisation font débat

- Les premiers effets sont économiques et sociaux. Dans le monde, la proportion des personnes vivant dans la très grande pauvreté (moins de 1,25 dollar par jour) recule régulièrement : 46% en 1990, 22% en 2008, peut être 15% en 2015. Ces dernières décennies, des centaines de millions de personnes sont sorties de la pauvreté en Chine et en Inde. D'après le PNUD, 600 millions de Chinois seraient sortis de la misère depuis 1978, la proportion de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour qui représentait les deux tiers de la population chinoise en 1981 serait passée à moins de 10% en 2004. Un rapport officiel de 2011 indique que, dans les campagnes, l'équivalent de "toute la population française" est sorti de la pauvreté au cours de la dernière décennie. Toujours selon la Banque mondiale, le pourcentage des Indiens vivant avec 1,25 dollar par jour est passé de 60% en 1981 à 42% en 2005. Certains pays ont connu une augmentation très régulière et spectaculaire de leur IDH : ceux de la Corée du sud ou des Emirats arabes unis, qui étaient nettement inférieurs à celui de la France en 1980 (0,630 au lieu de 0,725), l'ont aujourd'hui rattrapé. Les NPIA et certains autres pays émergents ont connu un développement économique et social très marqué (Chili, Malaisie, Venezuela). Cependant, la mondialisation n'a pas mis fin au cycle des crises : celle qui se déroule depuis 2008 et a provoqué la dégradation de l'emploi et de l'activité économique ; l'OCDE a connu un pic historique de 8,5% des actifs en chômage en 2009 (48 millions de personnes), les BRICS ont vu leur croissance ralentir : 8% en Chine en 2012 contre 9% en 2011, +2,7% au Brésil en 2011 contre 7,5% en 2010. Il faut également citer les crises alimentaires : une hausse importante des prix agricoles s'est manifestée depuis 2007. Elle a ralenti le rythme de réduction de la sous-alimentation dans le monde ; des centaines de millions de personnes restent sous-alimentées (925 M

en 2008, + d'1 milliard en 2009, 868 millions en 2011) du fait de la hausse des cours mondiaux des produits agricoles et ce malgré de bonnes récoltes. De même, les inégalités se sont multipliées à toutes les échelles. En utilisant l'IDH : son taux de croissance annuel entre 1980 et 2011 a été + 1,50 en Asie de l'est et du sud, de +1,20% dans les pays arabes et seulement de + 0,8% en Afrique subsaharienne. La moyenne mondiale est de +0,65% car la croissance a été moins élevée en Europe et en Amérique où, en partant de résultats élevés, il était difficile de beaucoup augmenter. Depuis quelques années, la mondialisation est souvent accusée dans les pays du nord de précariser le travail, de mettre en concurrence les économies développées et offrant une protection sociale avec celles des pays du sud qui ne souffrent pas de ces contraintes et se révèlent plus compétitives, dans des domaines de plus en plus sophistiqués. Certains réclament le retour au protectionnisme. À l'échelle nationale, les inégalités se sont accrues : en Chine par exemple, la pauvreté relative (équivalente à la moitié du niveau de vie médian), est passée de 12% en 1981 à 18% en 2005, car les niveaux de vie des couches moyennes a beaucoup plus augmenté que celui des plus démunis. Le niveau de revenu des ménages urbains est trois fois plus élevé que celui des ruraux. L'histoire économique des nations industrialisées montre que, dans un premier temps (la phase dite de "décollage"), la croissance s'accompagne d'une hausse des inégalités. A partir d'un certain niveau de développement, des mécanismes de redistribution se mettent en place - à des niveaux variés selon les pays - et permettent d'assurer l'accès à l'éducation et aux soins notamment. À l'échelle locale, on observe un phénomène similaire. Les territoires ruraux peuvent, eux aussi, s'intégrer plus ou moins bien à la mondialisation et connaître des évolutions économiques contrastées (au Brésil, Nordeste s'oppose au centre-ouest amazonien exportateur de Soja)

- Le débat porte ensuite sur les effets environnementaux. Les transports consomment toujours plus d'énergie ; les économies de carburant réalisées grâce au progrès technique sont effacées par la hausse des kilomètres parcourus et la croissance du parc automobile mondial (environ 1 milliards de véhicules particuliers, une croissance de 30 à 40 millions de véhicules par an). La question des réserves de sources d'énergie se pose. Elles sont estimées de manière différente et il y a une marge d'erreur dans les prévisions, mais, à l'heure actuelle les réserves prouvées de pétrole sont de 44 ans et celles de charbon de 183 ans. Au même moment les besoins explosent : ils ont triplé entre 1960 et 2010 et continuent à augmenter avec le développement de la Chine, de l'Inde etc., ce qui ne manque pas de créer des tensions (sur le prix, mais aussi entre pays consommateurs). Pour l'instant toutes les solutions techniques présentent des faiblesses (éoliennes nécessitent un couplage avec des centrales thermique, solaire nécessite des produits polluants pour fabriquer les capteurs, gaz de schiste nécessitent la fracturation des roches avec de grande quantité d'eau. . .). L'émission de GES leur est en grande partie liée : à l'échelle mondiale, le secteur des transports représente le 2^e secteur émetteur (1^{er} en France), derrière le secteur de l'énergie (production de chaleur et d'électricité). Selon le scénario de référence de l'Agence internationale de l'énergie, pendant que les émissions de CO₂ du secteur des transports des pays développés vont croître de manière régulière d'ici à 2050, les mêmes émissions des pays en développement vont croître de manière exponentielle. En tête de ceux-ci, la Chine et l'Inde. L'agriculture productiviste issue des révolutions agricoles des PDEM et des révolutions vertes des PED, est très critiquée : pollution par les engrais chimiques : nitrates → algues vertes dans les cours d'eau ; pollution par les pesticides et les produits phytosanitaires : les cas de cancers se sont multipliés parmi les agriculteurs qui utilisent les produits chimiques (évalués à 26 000 cas par an en UE en 2008). La destruction des sols est également critiquée : les engins agricoles tassent les sols, l'irrigation provoque la salinisation, les

traitements chimiques et la monoculture appauvrissent les sols en faisant disparaître les vers de terre, les bactéries. De même, l'émission accrue de GES due à la déforestation (incendies), et à l'augmentation du cheptel bovin mondial (méthane). La trop forte consommation d'eau : le prix de l'eau étant préférentiel pour les agriculteurs, ceux-ci ont tendance à l'utiliser sans compter entraîne baisse des nappes phréatiques. La trop grande consommation d'énergie est pointée du doigt, pour les engins agricoles, pour les engrais (phosphates). On assiste en conséquence à un recul de la biodiversité : la culture du palmier à huile en Indonésie ou du soja au Brésil, fait reculer la forêt et disparaître certaines espèces, répertoriées ou inconnues. Les insecticides chimiques sont fortement soupçonnés d'être à l'origine de la disparition des abeilles. L'utilisation des OGM fait débat, sans que le bilan de leur impact sur l'environnement soit clairement établi. Le modèle productif de l'obsolescence programmée conduit à une surconsommation de nombreuses ressources naturelles non renouvelables et à une émission inconsidérée de GES. Les pays pauvres sont prêts à accueillir des activités très polluantes sans contrôle sérieux pour fournir des emplois : déconstruction des navires au Pakistan, en Inde, au Bangladesh ; démontage des ordinateurs en Chine ; scandales des déchets toxiques dans les pays sans Etat (Somalie, Côte d'Ivoire. . .). Dans certaines région du monde, la compétition pour le contrôle ses ressources rares (minerais, terres rares) se fait au détriment des précaution environnementales les plus élémentaires et des populations locales. La multiplication des échanges peut accentuer les risques sanitaires en favorisant la propagation des virus (grippe aviaire H1N1 en 2009, crise de la vache folle dans les années 1990 etc.). Les habitants des pays du nord, les mieux intégrés à la mondialisation, laissent une forte empreinte écologique. La moyenne mondiale de l'empreinte écologique est de 2,6 hag par personne. Or, un Français a besoin de 4,6 hag pour maintenir son niveau de vie (si tout le monde consommait autant qu'un Français, il faudrait disposer de 2,5 planètes) et un Américain a environ besoin du double d'un Européen pour maintenir son niveau de vie (9 hag). Si tout le monde consommait comme un Américain, il faudrait disposer de 5 planètes. Cependant il ne faut pas oublier que l'empreinte écologique est un indicateur insuffisant pour mesurer le développement durable, car le développement est la condition du développement durable, particulièrement dans les pays des suds.

- Le troisième grand enjeu est la question de l'uniformisation culturelle. En 1967 le sociologue canadien Marshall Mac Luhan emploie l'expression "village global" : la vitesse de l'électricité crée des centres partout ; il cesse d'exister des régions périphériques sur la planète. C'est un peu comme si le monde n'était qu'un seul et même village, une seule et même communauté. La mondialisation pose donc la question de la diversité culturelle : favorise t-elle l'uniformisation, l'occidentalisation ou l'américanisation des cultures ? Aujourd'hui la culture est de plus en plus perçue à la fois une source de profit et d'influence (théorie du soft power). On assiste à une compétition mondiale à propos des "contenus" : information, formats audiovisuels (séries, talk shows. . .), cinéma, musique, livre, contenus d'Internet. C'est une compétition pour le soft power (pouvoir de séduction, de conviction) entre des pays dominants, peu nombreux, et des pays émergents pour s'assurer une influence culturelle dans de nombreux pays dominés qui en produisent peu. La répartition des "forces" est la suivante : un géant, les USA, qui ont inventé une culture standardisée, qui l'envisagent comme un instrument de puissance et une industrie stratégique (les industries de l'entertainment arrivent en 2ème position dans les exportations américaines, après l'aérospatiale) ; cette culture est issue de la diversité, "cool", "hip" et "mainstream". Les USA réalisent 50% des exportations mondiales de contenus culturels et ont une balance commerciale très positive dans ce domaine. Un concurrent en déclin : l'UE (1/3 des exportations - 1er

importateur) - balance en déficit et déclin constant des exportations. Par ailleurs la culture commune des Européens a tendance à devenir américaine. Une petite dizaine de pays (Japon, Chine, Corée du Sud, Australie) qui jouent un rôle important et exportent des produits culturels. Quelques pays émergents : Brésil, Inde, Egypte, Afrique du Sud, Pays du Golfe, Turquie. La diffusion des NTIC s'accompagne de celle des produits américains qui diffusent les valeurs et modes d'organisation des Etats-Unis. Cependant l'américanisation suscite des refus et des résistances : critiques d'intellectuels européens, protectionnisme de dirigeants politiques chinois, coréens, russes, attitude protectionniste de consommateurs japonais, rejet et fatwas des fondamentalistes religieux islamistes... Les crispations identitaires sont perceptibles dans le monde entier, en particulier à travers le retour du religieux, un des fondements de la diversité des civilisations, souvent sous une forme fondamentaliste (ou littéraliste) et identitaire. Finalement la recomposition des échanges culturels fait disparaître l'hypothèse d'une hégémonie américaine : le soft power chinois ou des autres BRIC est en train d'émerger, les cultures résistent, inégalement, à l'américanisation, les USA voient aussi leur culture populaire devenir de plus en plus cosmopolite (elle se "latinaméricanise").

2. Vers une gouvernance mondiale ?

- Les Etats ont toujours le rôle essentiel dans la gouvernance mondiale. Celle-ci peut s'organiser lors de rencontres dans des institutions internationales : dans le domaine politique, diplomatique, culturel (ONU, UNESCO), commercial (OMC), sanitaire (OMS). Les organisations internationales étaient à l'origine dominées par les pays fondateurs, grandes puissances du nord. La montée des émergents conduit à une réforme de ces institutions : la Chine est devenue le 3ème actionnaire du FMI en 2010 alors que l'Europe abandonnait 2 sièges et droits de vote sur ses 9 sièges (le conseil d'administration en compte 24) aux pays émergents. Une réforme de l'ONU est souvent annoncée avec une entrée de pays émergents (Inde, Brésil, Afrique du Sud) en tant que membres permanents du conseil de sécurité. Certains sommets débouchent sur des prises de décision, souvent complexes et contestées, comme par exemple le protocole de Kyoto. C'est un traité international visant à la réduction de l'émission des GES, élaboré dans le cadre de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) dont les pays participants se rencontrent une fois par an depuis 1995, suite au sommet de Rio de 1992. Signé en décembre 1997 à Kyoto, au Japon, il est entré en vigueur en 2005, quand 55 pays, émettant 55% des émissions de CO2 l'ont eut ratifié, ce qui est le cas de + de 185 pays aujourd'hui. Ce protocole vise à réduire, entre 2008 et 2012, de 5,2% par rapport au niveau de 1990 les émissions de 6 GES (dioxyde de carbone, méthane, protoxyde d'azote et trois substituts des CFC). Les pays développés ont pris des engagements de réduction d'émission auxquels les pays en développement ne sont pas soumis, considérant que la responsabilité historique de l'émission de GES repose sur les pays développés et que les PED doivent accorder légitimement leur priorité à leur développement. Certains pays n'ont pas accepté cette logique : les Etats-Unis ont signé le protocole mais ont ensuite refusé de la ratifier (toutefois des Etats ou des municipalités ont des politiques de réduction des GES encore plus ambitieuses, par ex. la Californie, de district de Columbia ou la ville de Seattle). Le Canada l'a ratifié puis a annoncé qu'il s'en retirerait en décembre 2012. Chaque année, des scientifiques, réunis dans le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), fournissent des données aux politiques, réunis dans la COP (conférence des parties) qui vérifie la bonne application des décisions de la convention. Cependant en 2009, lors du sommet de Copenhague qui visait à préparer l'après Kyoto (après 2012) aucun engagement chiffré de limitation d'émission n'a été reconduit, alors que l'on sait que pour

limiter le réchauffement climatique à 2 degrés en 2050 il faudrait réduire les émissions des PD de 40%. Les dommages les plus sévères du réchauffement vont être ressentis en Afrique de l'ouest et en Asie du sud. En limitant le réchauffement en dessous de 2° C, l'adaptation coûterait 50% moins cher que si la hausse des températures atteint 3°C, ce qui est la prévision la plus sérieuse pour 2050. En effet, seuls quelques pays ont globalement tenu les engagements qu'ils avaient pris à Kyoto, principalement des pays du nord-ouest de l'UE. Un nouveau "Pacte climatique" devrait être négocié en 2015. A l'inverse, le Protocole de Montréal de 1987 a permis de faire presque disparaître les CFC, gaz qui contribuaient à la disparition de la couche d'ozone et à préserver celle-ci. Le succès du Protocole de Montréal montre que la communauté internationale est capable de résoudre des problèmes environnementaux. Les dirigeants politiques se rencontrent aussi dans des sommets non institutionnels : depuis les années 1970, les dirigeants des Etats les plus puissants au G5, devenu G8 puis G20 en 1999 (19 pays = G 8 + Mexique, Brésil, Argentine, Af. Sud, Arabie Saoudite, Turquie, Inde, Chine, Corée, Indonésie, Australie + UE). Il s'agit de tenter de coordonner les politiques économiques, parfois de questions plus politiques (lutte contre le terrorisme). Les dirigeants politiques se concertent aussi avec des personnalités du monde des médias, des dirigeants de firmes lors de rencontres comme le Forum économique mondial, financé par de grandes firmes, qui se réunit chaque année dans la petite localité Suisse de Davos. C'est en quelques sortes un club de décideurs, reconnu par l'ONU (statut d'observateur au conseil économique et social de l'ONU) qui a une grande influence, même s'il n'a aucune légitimité politique.

- Enfin, on peut s'interroger sur le rôle des opinions mondiales. Des ONG constituées pour la défense de l'environnement, de la démocratie, des populations pauvres, des syndicats, sont généralement le fer de lance des mobilisations. Des groupes antimondialistes, issus de la gauche anticapitaliste, et de mouvements écologistes les plus radicaux militent pour la démondialisation. Les altermondialistes, ceux qui affirment qu'une "autre mondialisation" est possible, régulée, contrôlée par les citoyens pour être plus juste, dénoncent les instances de régulation des échanges mondiaux (l'OMC, le FMI etc.). Les altermondialistes se rencontrent lors de grands rassemblements internationaux comme le forum social mondial qui s'est souvent déroulé à Porto Alegre au Brésil (2001 pour la 1ère fois) mais aussi dans d'autres pays du sud. Ils manifestent aussi lors de chaque sommet international des pays riches (Seattle en 1999 ou Gènes en 2001) ou lors des réunions du CCNUCC (Copenhague 2009) pour attirer les attentions à travers les médias. Depuis 2011 le mouvement des "indignés" parti d'Espagne s'est répandu dans les pays développés ("Occupy Wall Street" en 2012). La grande nouveauté de ces dernières années est que grâce aux nouveaux réseaux sociaux formés par les NTIC, ces mouvements d'opinion se répandent aussi dans les pays du sud : mouvements de contestation politique en Iran et dans le monde arabe, mouvements sociaux et de consommateurs en Chine. Les réseaux sociaux permettent de nouvelles mobilisations. Ils obtiennent certains succès en poussant les dirigeants à tenir compte de considérations environnementales, éthiques dans leur prise de décision. De nouveaux comportements émergent : les adhérents des AMAP privilégient les circuits courts pour aider l'agriculture paysanne et participer à la défense de l'environnement, le covoiturage se développe, le microcrédit dans les pays en développement (Muhamad Yunus est bangladais) aide 200 millions de pauvres à accéder au crédit pour démarrer leur activité. Enfin, le commerce équitable rémunère mieux les petits producteurs du sud mais il faut relativiser son ampleur : il ne représente que 2% du commerce mondial du café. Certaines firmes soucieuses de leur image admettent leur responsabilité sociale ou environnementale et agissent en ce sens.